

## Fiche

La généralisation du modèle agricole productiviste a sauvé le monde de la faim. La deuxième révolution agricole au Nord, puis la Révolution verte au Sud, ont vu l'utilisation massive des techniques modernes (mécanisation, chimisation, irrigation, sélection des semences) et l'envol des productions. Mais cette agriculture productiviste n'est pas exempte de défauts, qui concernent les trois domaines du développement durable : économique, social, environnemental.

### I. Les limites du modèle productiviste

- **Sur le plan économique**, les techniques modernes ont induit une **très forte spécialisation des espaces**. En effet, les techniques employées étaient surtout rentables sur de grands espaces consacrés à la même culture. C'est ce qu'on appelle la **monoculture**. Cette monoculture a mis à mal les anciennes polycultures (plusieurs cultures différentes sur une même exploitation). La 2<sup>e</sup> révolution agricole a donc induit des **mutations majeures dans les systèmes agricoles mondiaux**, éliminant les moins compétitifs. Corrélativement, les productions agricoles doivent **parcourir des distances plus importantes** pour arriver sur les lieux de traitement, de conditionnement, puis de consommation, ce qui n'est pas sans conséquence à l'heure où l'on cherche à réduire les émissions de CO<sub>2</sub>.
- **Sur le plan social**, les techniques modernes exigent de **lourds investissements en intrants** (produits nécessaires à la culture) : semences sélectionnées, matériel d'irrigation, engrais, insecticides, pesticides, machines agricoles, carburants, voire systèmes informatiques, etc. Seuls les paysans les plus aisés ou les firmes agricoles peuvent y accéder. D'autant qu'il **faut des surfaces importantes pour rentabiliser ces matériels**. Cela a donc conduit à la mise en place d'une **agriculture capitaliste très compétitive**, mais **éliminé ou marginalisé les petites exploitations, au Nord comme au Sud**.
- **Enfin, sur le plan environnemental**, l'utilisation sans précaution des techniques modernes, des produits chimiques, des engins lourds, l'irrigation à outrance ont **pollué les sols et les nappes phréatiques, accéléré les phénomènes d'érosion, de tassement et de salinisation des terres**. Les sols, parfois très fragiles, surtout dans le monde tropical, ont ainsi, par endroit, été rendus impropres à toute culture.

### II. Quelles solutions ?

- Une première réponse, dans les pays du Nord, est apportée par **l'agriculture biologique** (dite « bio »). Les surfaces en « bio » connaissent une vague de croissance importante, même si **les superficies totales restent très faibles** : 31 millions d'hectares à l'échelle mondiale, soit **moins de 1 % des terres de la planète**. L'agriculture biologique refusant l'emploi d'intrants chimiques (engrais, pesticides, etc.) autres que naturels, **ses rendements sont faibles et ses prix de revient plus élevés** que ceux de l'agriculture productiviste. L'agriculture biologique ne semble ainsi pas en mesure de prendre la relève du modèle productiviste.
- **Un deuxième type d'agriculture, dite agriculture « raisonnée »** (on dit parfois « écoagriculture »), cherche à gommer les aspects les plus nocifs du modèle productiviste. Grâce à des moyens notamment informatiques très perfectionnés, l'agriculture raisonnée utilise **juste les quantités d'intrants nécessaires**, promeut de **nouvelles techniques culturales**, comme le semis sans labour. Elle préserve ainsi l'environnement et donc ses bases économiques, telle une « **révolution doublement verte** ».
- Mais **une troisième révolution verte est sans doute déjà en marche**. L'utilisation déjà largement engagée au niveau mondial d'**organismes génétiquement modifiés (OGM)** permet des **rendements plus élevés avec une consommation d'intrants faible**. Les OGM sont en effet des **semences produites en laboratoire par génie génétique** qui permettent de réduire les apports en eau, de planter sans labourer, de résister aux insectes sans produit chimique, le tout avec des rendements très élevés. **Certains pays les utilisent déjà massivement** : États-Unis, Argentine, Brésil et Canada, pour l'essentiel. **L'Union européenne est très en retard** sur le sujet, sous la **pression d'une opinion publique inquiète** de risques sanitaires possibles et méfiante envers les firmes du secteur, au premier rang desquelles l'Américain Monsanto.